

MR CAPITAL

11, Rue Lincoln
75008 Paris

**Compagnie Européenne
de Conseil et d'Audit**

« C.E.C.A »
112, bis rue Cardinet
75017 Paris

LES ENFANTS DU CANAL

Association

5, rue Vésale
75005 – PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LES ENFANTS DU CANAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LES ENFANTS DU CANAL à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Référentiel d'audit

L'association LES ENFANTS DU CANAL a reconstitué dans un compte figurant en autres créances les sommes détournées par un de ses anciens salariés au titre de l'exercice 2020 et des exercices précédents. Le montant comptabilisé s'élève au 31 décembre 2023 à 258 128 € et a été déprécié intégralement. Compte tenu du nombre d'écritures concernées et des moyens mis en œuvre par la personne à l'origine du détournement nous n'avons pas été en mesure de nous assurer de l'exhaustivité de ce poste et donc de la provision afférente à ce compte.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

En application de l'article 8.2 des statuts, nous vous signalons que le présent rapport n'a pu être mis à disposition des membres dans le délai prescrit, la documentation juridique nous étant parvenue tardivement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

MR CAPITAL



Yohan RACCAH

**Compagnie Européenne
de Conseil et d'Audit
C.E.C.A**



Hervé TANGUY

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	5 320	5 150	170	6 997
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	3 203 516	1 228 742	1 974 774	2 295 125
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	127 534	76 109	51 425	45 054
	Autres immobilisations corporelles	195 595	145 282	50 313	47 542
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	89 136		89 136	88 286
TOTAL (I)		3 621 100	1 455 283	2 165 818	2 483 003
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				7 680
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	27 449		27 449	27 239
	Autres créances	514 474	258 128	256 346	408 113
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	10 869		10 869	10 869
	DISPONIBILITES	150 059		150 059	121 517
	Charges constatées d'avance	78 907		78 907	66 657
	TOTAL (II)	781 757	258 128	523 630	642 075
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		4 402 858	1 713 410	2 689 447	3 125 078
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					261 885
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	107 240	100 341
	Résultat de l'exercice	169 481	6 899
	Total des fonds propres	276 721	107 240
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	16 667	11 030
	Provisions réglementées	11 382	11 382
	Total des autres fonds associatifs	28 048	22 412
	Total des fonds associatifs	304 769	129 651
Fonds dédiés	Provisions pour risques	71 568	99 400
	Provisions pour charges		
DETTE (1)	Total des provisions	71 568	99 400
DETTE (1)	Sur subventions de fonctionnement	345 063	594 419
	Sur dons manuels affectés		
DETTE (1)	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	345 063	594 419
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 278 506	1 519 814
	Emprunts et dettes financières divers	10 284	8 130
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	258 107	201 814
	Dettes fiscales et sociales	375 072	556 464
	DETTE DIVERSE		
DETTE (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	579	388
DETTE (1)	Produits constatés d'avance	45 500	15 000
	Total des dettes	1 968 047	2 301 608
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		2 689 447	3 125 078
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		169 481,19	6 898,52
(1) Dont à moins d'un an		971 673	1 041 407
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		6 528	
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Cotisations		32
	Ventes de marchandises		
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)	154 381	167 927
		154 381	167 959
	Montant net du chiffre d'affaires		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	4 422 133	4 066 900
	Dons	3 806	
	Cotisations	27	
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires	3 645	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	76 346	95 506
	Autres produits		35 113
	Utilisation des fonds dédiés	126 259	168 428
Total des produits de fonctionnement		4 786 597	4 533 906
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 365 384	1 199 093
	Impôts, taxes et versements assimilés	199 108	194 318
	Salaires et traitements	1 945 470	1 942 134
	Charges sociales	827 558	761 538
	Subventions accordées par l'association	40 000	
	Dotation aux amortissements et dépréciations	352 815	357 730
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	2 441	1 306
Total des charges de fonctionnement		4 732 775	4 456 119
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		53 822	77 787

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		53 822	77 787
Opéra. comm.	Excédent attribué ou insuffisance transférée Insuffisance supportée ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	316	4
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		316	4
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées	52 131	48 733
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		52 131	48 733
RESULTAT FINANCIER		(51 815)	(48 729)
RESULTAT COURANT		2 007	29 059
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	166 845	80 959
	Sur opérations en capital	3 333	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	170 179	80 959
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	678	103 119
	Sur opérations en capital	2 027	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Total des charges exceptionnelles	2 704	103 119
RESULTAT EXCEPTIONNEL		167 474	(22 160)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		4 957 092	4 614 869
TOTAL DES CHARGES		4 787 611	4 607 971
EXCEDENT ou DEFICIT		169 481	6 899
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		PRODUITS	CHARGES
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 689 447** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 957 092** euros et un total **charges** de **4 787 611** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **169 481** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Informations générales complémentaires

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet la lutte contre les fléaux sociaux que sont le sans abris, l'exclusion, la précarité et le mal logement, notamment par l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement et l'insertion.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- § Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- § Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Règles et Méthodes Comptables

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	8 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	16 120				10 800	5 320
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 120				10 800	5 320
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	3 203 516					3 203 516
	instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	107 577		19 957			127 534
	Instal., agencement, aménagement divers	54 457		15 660			70 117
	Matériel de transport	89 937		1 189		31 510	59 616
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	65 862					65 862
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 521 349		36 806		31 510	3 526 644
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	88 286		3 318		2 468	89 136
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	88 286		3 318		2 468	89 136
TOTAL		3 625 755		40 124		44 779	3 621 100

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	9 124	(3 973)		5 150
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 124	(3 973)		5 150
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	908 390	320 352		1 228 742
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	62 523	13 586		76 109
	Autres instal., agencement, aménagement divers	14 318	5 581		19 898
	Matériel de transport	83 797	7 026	31 510	59 313
	Matériel de bureau, mobilier	64 600	1 470		66 070
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 133 628	348 015	31 510	1 450 133
TOTAL		1 142 751	344 042	31 510	1 455 283

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	11 382			11 382
	PROVISIONS REGLEMENTEES	11 382			11 382
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	99 400		27 832	71 568
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	99 400		27 832	71 568
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	258 128			258 128
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	258 128			258 128
TOTAL GENERAL		368 909		27 832	341 077
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>				27 832	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	89 136		89 136
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	27 449	27 449	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 907	1 907	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	3 732	3 732	
	Divers	247 802	247 802	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	261 033	261 033	
	Charges constatées d'avance	78 907	78 907	
	TOTAL DES CREANCES	709 966	620 830	89 136
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	6 528	6 528		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 271 977	275 603	963 643	32 731
	Emprunts et dettes financières divers	10 284	10 284		
	Fournisseurs et comptes rattachés	258 107	258 107		
	Personnel et comptes rattachés	118 801	118 801		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	236 301	236 301		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 970	19 970		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	579	579		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	45 500	45 500		
	TOTAL DES DETTES	1 968 047	971 673	963 643	32 731
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		249 060			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		5	
	Professions intermédiaires			
	Employés		64	
	Ouvriers			
	TOTAL		69	

Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		249 579
Autres créances clients		1 777
USAGERS, PRODUITS NON FACTURÉS	1 777	
Autres créances		247 802
ETAT-SUBVENTIONS À RECEVOIR	10 100	
ETAT SUBV A RECEVOIR MARAUDE	1 868	
ETAT SUBV A RECEVOIR FNA VDL	235 834	

Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		274 939
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit INTÉRÊTS COURUS À PAYER	6 386	6 386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE	70 268	70 268
Dettes fiscales et sociales DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAY CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PA CHARGES SOCIALES - CHARGES À P FORMATION CONTINUE	118 309 56 449 9 000 14 526	198 285

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		78 907	78 907
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			78 907

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		45 500	45 500
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			45 500

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	100 341	6 899		107 240
Résultat de l'exercice	6 899		6 899	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	11 030	5 636		16 667
Provisions réglementées	11 382			11 382
TOTAL	129 651	12 535	6 899	135 288

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	594 419	249 356		345 063
TOTAL	594 419	249 356		345 063

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
ASSOCIATION	41 702	41 702		
CHAP 92	56 446	31 966		24 480
MESNIL	382 443	118 774		263 669
MARAUDE	47 610	23 805		23 805
GRANCEY	35 499	17 750		17 750
ACCEUIL DU JOUR	30 719	15 360		15 360
Totalisation	594 419	249 356		345 063

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	100 341	6 899			107 240
Excédent ou déficit de l'exercice	6 899	(6 899)	169 481		169 481
Situation nette	107 240		169 481		276 721
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 030		5 636		16 667
Provisions réglementées	11 382				11 382
TOTAL	129 651		175 117		304 769

Annexe libre

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Rémunération versée aux plus hauts cadres salariés

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, l'information de la rémunération versée aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, doit être mentionnée en annexe. Cette information ne sera pas indiquée car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Provision pour risques - subventions AVDL

Cette subvention a pour but de financer le coût des travailleurs sociaux recrutés par l'Association dans le cadre du projet sur la période 2020-2024. Le montant total du financement alloué dépend d'objectifs fixés sur la période considérée et dont le pourcentage définitif de réalisation n'est pas encore connu au moment de l'arrêté des comptes. Afin de tenir compte du risque d'atteinte partielle des objectifs, une provision pour risque a été comptabilisée dans les comptes à hauteur de 71.568 EUR au 31/12/2023 pour faire face à ce risque.

-